



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 59.159/4
du 20 avril 2016

advies 59.159/4
van 20 april 2016

sur

over

un projet d'arrêté ministériel de
la Région de
Bruxelles-Capitale 'fixant les
règles relatives au contrôle
médical applicables aux
membres des organismes
d'intérêt public de la Région de
Bruxelles-Capitale'

een ontwerp van ministerieel
besluit van de Brusselse
Hoofdstedelijke Gewest 'tot
vaststelling van de regels voor
de medische controle van
toepassing op de
personeelsleden van de
instellingen van openbaar nut
van het Brussels
Hoofdstedelijk Gewest'

Le 24 mars 2016, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté ministériel 'fixant les règles relatives au contrôle médical applicables aux membres des organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 20 avril 2016. La chambre était composée de Pierre LIÉNARDY, président de chambre, Martine BAGUET et Bernard BLERO, conseillers d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK et Jacques ENGLEBERT, assesseurs, et Colette GIGOT, greffier.

Le rapport a été présenté par Stéphane TELLIER, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Martine BAGUET.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 20 avril 2016.

*

Op 24 maart 2016 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van ministerieel besluit 'tot vaststelling van de regels voor de medische controle van toepassing op de personeelsleden van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 20 april 2016. De kamer was samengesteld uit Pierre LIÉNARDY, kamervoorzitter, Martine BAGUET en Bernard BLERO, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK en Jacques ENGLEBERT, assessoren, en Colette GIGOT, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Stéphane TELLIER, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Martine BAGUET.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 20 april 2016.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

FORMALITÉS PRÉALABLES

L'article 3, 2°, de l'ordonnance du 29 mars 2012 'portant intégration de la dimension de genre dans les lignes politiques de la Région de Bruxelles-Capitale', prévoit que « chaque ministre et secrétaire d'État intègre la dimension de genre dans toutes les politiques, mesures et actions relevant de ses compétences. À cet effet [...] pour chaque projet d'acte législatif ou réglementaire, il ou elle établit un rapport d'évaluation de l'impact du projet sur la situation respective des femmes et des hommes [...] dit 'test gender' ».

Ainsi que confirmé par le délégué du ministre, il n'apparaît pas que ce « test gender » a été effectué.

Il appartient à l'auteur du projet de veiller au bon accomplissement de cette formalité préalable.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

PRÉAMBULE

1.1. L'arrêté ministériel en projet est destiné à s'appliquer tant à des organismes d'intérêt public qu'à une autre institution, en l'espèce le Conseil économique et social de la Région de Bruxelles-Capitale (ci-après « le Conseil »).

Au préambule, il faut citer tous les actes de droit interne, ainsi que leurs articles, voire leurs subdivisions, qui constituent le fondement juridique précis de l'arrêté ministériel en projet¹.

1.2. Le projet concerne d'abord des organismes d'intérêt public visés à l'article 9 de la loi spéciale du 8 août 1980 'de réformes institutionnelles' rendu applicable à la Région de Bruxelles-Capitale par l'article 4 de la loi spéciale du 12 janvier 1989.

¹ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandations n^{os} 23 et 23.2. Voir en ce sens l'avis 54.918/2 donné le 5 mars 2014 sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 27 mars 2014 'portant le statut administratif et pécuniaire des agents des organismes d'intérêt public de la Région Bruxelles-Capitale' (observations générales) et l'avis 54.921/2 donné le 5 mars 2014 sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 27 mars 2014 'portant réglementation de la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel des organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale' (observations générales).

Pour ce qui concerne les agents des organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale, les dispositions législatives procurant un fondement au projet sont ainsi celles qui habilitent expressément le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale à adopter des dispositions relatives au statut administratif des organismes d'intérêt public concernés. Lorsque les législations créant ces organismes se limitent à les soumettre à la loi du 16 mars 1954 'relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public' sans contenir pareille habilitation expresse, il faut mentionner l'article 11, § 1^{er}, de cette loi², remplacé par l'arrêté royal n° 4 du 18 avril 1967³.

En conséquence, de nouveaux alinéas seront insérés dans le préambule afin de viser les fondements juridiques spécifiques⁴ aux organismes d'intérêt public auxquels le projet s'applique⁵.

1.3. L'article 8 de l'ordonnance du 8 septembre 1994 'portant création du Conseil économique et social de la Région de Bruxelles-Capitale' constitue le fondement légal qui habilite le Gouvernement à fixer le statut administratif et pécuniaire des agents de ce Conseil.

Sur cette base, le Gouvernement a adopté l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 4 mai 2006 'portant le statut administratif et pécuniaire des agents du Conseil économique et social de la Région de Bruxelles-Capitale'. Selon l'article 2 de cet arrêté, « [s]ous réserve des dispositions spécifiques contenues dans le présent arrêté, les dispositions relatives aux agents des organismes d'intérêt public de catégorie B, contenues dans l'Arrêté du 26 septembre 2002, ainsi que ses modifications ultérieures, sont applicables aux agents du Conseil économique et social ».

Cet arrêté du 26 septembre 2002 a été abrogé par l'article 512, 1°, de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 27 mars 2014 'portant le statut administratif et pécuniaire des agents des organismes d'intérêt public de la Région Bruxelles-Capitale'. Toutefois, cet article 512, 1°, alinéa 2, dispose : « En dérogation à l'alinéa précédent, l'arrêté susmentionné du 26 septembre 2002 n'est abrogé, pour ce qui concerne le Conseil économique et social de la Région de Bruxelles-Capitale, qu'à partir du moment où entreront en vigueur les décisions octroyant à ses agents un statut administratif et pécuniaire propre ».

² Cette disposition confère une habilitation au « Roi », remplacé par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale pour ce qui concerne les organismes relevant de cette Région et soumis à la loi du 16 mars 1954.

³ Voir dans le même sens, l'avis 58.268/2 donné le 6 octobre 2015 sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 janvier 2016 'modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 27 mars 2014 portant le statut administratif et pécuniaire des agents des organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale, en ce qui concerne les procédures de recours internes'.

⁴ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 27 et formules F 3-2-1 à F 3-2-8.

⁵ Voir, dans le même sens, l'avis 58.395/4 donné le 18 avril 2016 sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale 'portant des dispositions particulières relatives à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel des Services publics fédéraux et des organismes d'intérêt public transférés aux services du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale et aux organismes d'intérêts publics de la Région de Bruxelles-Capitale' (observation sur le fondement juridique).

Dans l'état actuel des textes publiés, ces décisions octroyant un statut administratif et pécuniaire propre ne paraissent pas avoir été adoptées. L'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 septembre 2002 reste donc applicable aux agents du Conseil. Par conséquent, c'est l'article 227, alinéa 1^{er}, de cet arrêté qui charge le ministre fonctionnellement compétent de fixer les règles applicables en matière de contrôle médical en accord avec le Ministre de la Fonction publique étant entendu que l'arrêté ministériel en projet s'appliquera tant aux agents statutaires qu'au personnel contractuel du Conseil.

Le préambule sera donc complété tant par la mention de l'ordonnance du 8 septembre 1994 et de son article 8 que de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 septembre 2002 et de son article 227, alinéa 1^{er}, modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 23 juin 2010.

2. Un visa relatif au « test gender » sera inséré au préambule.
3. L'auteur du texte veillera à ranger correctement les alinéas du préambule ⁶.

DISPOSITIF

Chapitres

Les chapitres seront numérotés en chiffres arabes ⁷.

Dans la version néerlandaise, il convient d'insérer les mots « HOOFDSTUK 2. » avant l'intitulé de ce chapitre.

Article 2

Les subdivisions de l'article doivent faire l'objet d'une numérotation qui en rendra l'identification plus aisée ⁸.

Cette observation vaut pour la suite du projet.

⁶ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 19 et les recommandations citées.

⁷ *Ibid.*, recommandation n° 64.

⁸ *Ibid.*, recommandation n° 58.

Article 6

1. Le renvoi à l'annexe 1 doit être effectué comme suit : « au moyen du formulaire dont le modèle figure à l'annexe 1 »⁹.

Une observation analogue vaut pour les renvois aux annexes 2 et 3 (articles 7 et 11 du projet).

2. Dans la version néerlandaise, il convient d'ajouter les signes typographiques « § 1. ».

Article 10

À l'alinéa 3, les mots « chapitre 1^{er} » doivent être remplacés par les mots « chapitre 2 ».

Article 13

En vertu de l'alinéa 2, première phrase, l'agent est obligé d'utiliser les transports en commun publics pour se rendre au cabinet du médecin-contrôleur, sauf impossibilité.

Une telle règle ne peut pas être considérée comme nécessaire au regard de l'objectif poursuivi, exprimé par la seconde phrase de l'alinéa 2 et consistant dans la volonté de l'auteur du projet de limiter le remboursement des frais de déplacement au coût d'un titre de transport public non couvert « par un abonnement personnel ou tiers payant ». Cette volonté ne justifie pas d'interdire au membre du personnel d'utiliser un autre mode de transport, étant entendu que ce choix ne donnera lieu à aucun remboursement des frais de déplacement. Par conséquent, l'article 13, alinéa 2, première phrase, n'est pas admissible.

Il convient d'omettre la première phrase de l'alinéa 2, de se limiter à exprimer la règle contenue dans la seconde phrase et de rédiger l'alinéa 3 comme suit :

« En cas d'impossibilité d'utiliser les moyens de transport en commun publics, les frais exposés (la suite comme au projet) ».

Articles 15, 16 et 17

1. De manière uniforme, dans le texte français, il y a lieu d'utiliser le mot « immédiatement » et dans le texte néerlandais le mot « onmiddelijk ».

2. Il y a lieu d'écrire partout « médecin-contrôleur » en français.

⁹ *Ibid.*, formule F 4-1-11-1.

Articles 16 et 17

1. Les articles 16 et 17 du projet gagneraient à être revus afin de mieux rendre compte des étapes de la procédure dans laquelle le médecin-contrôleur et le médecin-arbitre sont appelés à intervenir.

À cet effet, l'attention de l'auteur du projet est attirée sur les points suivants.

2. L'article 16, alinéa 1^{er}, qui se situe dans le chapitre relatif à la décision du médecin-contrôleur, précise que lorsque le médecin-contrôleur « juge que l'absence du membre du personnel pour cause de maladie n'est pas justifiée et qu'il est en état de reprendre le travail, [le membre du personnel] en est informé aussitôt à l'aide d'un document à signer pour réception ».

L'article 17, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, qui se place dans le chapitre traitant de la procédure d'arbitrage, prévoit que « [s]i le médecin-contrôleur juge que l'absence pour cause de maladie n'est pas justifiée, il remet aussi rapidement que possible ses constatations écrites au membre du personnel. Si le membre du personnel ne peut à ce moment marquer son accord avec les constatations du médecin-contrôleur, ceci sera acté par ce dernier sur l'écrit précité ».

En réalité, le médecin-contrôleur qui juge que l'absence pour cause de maladie n'est pas justifiée, informe immédiatement l'agent de sa décision ; cette information est réalisée par un document – dont le modèle n'est pas joint en annexe du projet – que le médecin-contrôleur soumet à l'agent et que celui-ci doit signer pour réception. Il n'apparaît pas clairement comment l'article 16, alinéa 1^{er}, se combine avec l'article 17, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, qui prévoit la remise « aussi rapidement que possible » par le médecin-contrôleur à l'agent de ses constatations écrites, ce qui implique nécessairement qu'un document est à cet effet également établi dont le modèle n'est pas davantage prévu ni joint en annexe au projet d'arrêté.

Une question se pose quant à savoir si ces documents tels que remis en application des articles 16, alinéa 1^{er}, et 17, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, constituent ou non, matériellement, un seul et même document. Dans l'affirmative, en quoi consiste la différence entre le constat posé par le médecin-contrôleur de ce que l'absence pour cause de maladie n'est pas justifiée et les constatations écrites remises par lui à l'agent ?

3. L'article 16, alinéa 1^{er}, charge le médecin d'informer la direction des ressources humaines de ce qu'il a jugé l'absence pour cause de maladie non justifiée. En revanche, aucune information n'est prévue en ce qui concerne la décision que prendrait l'agent de contester la décision du médecin-contrôleur et de recourir aux procédures organisées par l'article 17. À cet égard, l'article 17, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, troisième phrase, se borne à énoncer que lorsque l'agent n'a pu marquer son accord sur les constatations écrites du médecin-contrôleur, ce dernier prend contact avec le médecin qui a délivré le certificat médical. Ainsi, aucune information de la direction des ressources humaines n'est prévue en ce qui concerne le recours de l'agent aux procédures organisées par l'article 17. Or, la contestation par l'agent de la décision du médecin-contrôleur et le recours à ces procédures ont pour effet qu'aussi longtemps que cette procédure n'a pas été menée à bien, l'agent ne peut pas être considéré comme étant en absence injustifiée.

4. Ces incertitudes qu'emporte le dispositif, ne peuvent mener qu'à une insécurité juridique et doivent être levées.

Pour clarifier la procédure, il serait préférable d'identifier précisément les étapes qu'elle comporte afin de mieux rendre compte de leur succession dans le temps ainsi que pour préciser la délivrance et la transmission de documents ou formulaires requis à chaque étape. Le réexamen des articles 16 et 17 tiendra compte des éléments suivants.

Lorsque le médecin-contrôleur juge que l'absence pour cause de maladie n'est pas justifiée, il dispose vraisemblablement d'un document sur lequel il indique que l'agent est apte à reprendre le travail et c'est sur ce document que l'agent appose sa signature pour réception.

L'article 17, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, appliqué en suite de l'article 16, alinéa 1^{er}, conduit à deux possibilités :

– ou les constatations écrites du médecin-contrôleur n'ont pas trait à l'état de santé de l'agent et aucun diagnostic médical n'est en conséquence posé ; dans ce cas, un seul et même document pourrait reprendre le constat de l'aptitude de l'agent à reprendre le travail (à viser par l'agent) et les constatations écrites (sur lesquelles l'agent marque ou non son accord). Ce document unique peut, si nécessaire, être intégré dans le dossier médical de l'agent et éventuellement transmis à la direction des ressources humaines dont relève l'agent étant entendu que celle-ci aura déjà été informée par le médecin-contrôleur de ce qu'il a jugé l'agent apte à reprendre le travail, ce que celui-ci doit faire immédiatement sauf recours aux procédures de l'article 17.

– ou les constatations du médecin-contrôleur constituent son diagnostic médical sur lequel l'agent marque son accord ou refuse de le marquer en sorte que, dans cette dernière hypothèse, il appartiendra au médecin-contrôleur de prendre contact avec le médecin qui a délivré le certificat médical. Dans ce cas, les constatations écrites du médecin-contrôleur doivent, pour assurer le respect de la vie privée de l'agent et la confidentialité des données médicales le concernant, figurer sur un document distinct de celui que l'agent aura visé en application de l'article 16, alinéa 1^{er}, et que ne pourra pas être transmis à l'administration dont l'agent relève.

Par ailleurs, dès lors que l'absence au travail n'est qualifiée d'injustifiée qu'à partir du moment où l'agent ayant visé le document établi par le médecin-contrôleur qui a constaté que l'absence pour cause de maladie n'est pas justifiée, ne reprend pas le travail immédiatement tout en s'abstenant de contester la décision du médecin-contrôleur, il importe que la direction des ressources humaines soit aussi informée de ce que l'agent conteste la décision du médecin-contrôleur et recourt aux procédures organisées par l'article 17, § 1^{er} (hypothèse où il y a contact entre le médecin-contrôleur et le médecin qui a délivré le certificat médical) et, le cas échéant, son paragraphe 2 (hypothèse de l'arbitrage proprement dit).

Article 16

1. À l'alinéa 1^{er}, il n'est pas précisé à quel moment le médecin-contrôleur doit informer la direction des ressources humaines. Afin d'éviter que l'information soit transmise tardivement, il convient d'insérer le mot « immédiatement » entre le mot « également » et les mots « la direction des ressources humaines ».

2. À l'alinéa 3, les mots « ne conteste pas la décision du médecin-contrôleur et » seront insérés entre le mot « personnel » et les mots « ne reprend pas ».

Article 17

Au paragraphe 3, alinéa 2, la règle contenue dans la deuxième phrase doit figurer au paragraphe 2, alinéa 4.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

Artikel 3, 2°, van de ordonnantie van 29 maart 2012 ‘houdende de integratie van de genderdimensie in de beleidslijnen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest’ luidt als volgt: “Elke minister en staatssecretaris integreert de genderdimensie in alle beleidslijnen, maatregelen en acties die onder zijn bevoegdheden vallen. Daartoe [...] stelt hij of zij voor elk wetgevend of reglementair ontwerp een evaluatieverslag op van de impact ervan op de respectieve situatie van vrouwen en mannen [...] ‘gendertest’ genaamd”.

De “gendertest” is blijkbaar niet uitgevoerd, wat bevestigd wordt door de gemachtigde van de minister.

De steller van het ontwerp dient erop toe te zien dat dit voorafgaand vormvereiste naar behoren wordt vervuld.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

AANHEF

1.1. Het is de bedoeling dat het ontworpen ministerieel besluit zowel toepassing vindt op instellingen van openbaar nut als op een andere instelling, *in casu* de Economische en Sociale Raad voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (hierna: “de Raad”).

In de aanhef moet worden verwezen naar alle teksten van intern recht alsmede naar de artikelen ervan, en zelfs naar de onderverdelingen ervan, die de precieze rechtsgrond opleveren voor het ontworpen ministerieel besluit.¹

1.2. Het ontwerp heeft vooreerst betrekking op instellingen van openbaar nut bedoeld in artikel 9 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 ‘tot hervorming der instellingen’, dat bij

¹ *Beginnelen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbevelingen 23 en 23.2. Zie in die zin advies 54.918/2, op 5 maart 2014 gegeven over een ontwerp dat geleid heeft tot het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 27 maart 2014 ‘houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest’ (algemene opmerkingen) en advies 54.921/2, op 5 maart 2014 gegeven over een ontwerp dat geleid heeft tot het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 27 maart 2014 ‘tot bepaling van de rechtspositie en de bezoldigingsregeling van de contractuele personeelsleden van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest’ (algemene opmerkingen).

artikel 4 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 toepasselijk is verklaard op het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Voor de personeelsleden van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ontleent het ontwerp zijn rechtsgrond dan ook aan de wetsbepalingen die de Brusselse Hoofdstedelijke Regering uitdrukkelijk machtigen om bepalingen aan te nemen inzake het administratief statuut van de betrokken instellingen van openbaar nut. Wanneer in de wettelijke bepalingen waarbij die instellingen worden opgericht alleen wordt voorgeschreven dat die instellingen onder de toepassing van de wet van 16 maart 1954 ‘betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut’ vallen en ze geen dergelijke uitdrukkelijke machtiging bevatten, moet melding worden gemaakt van artikel 11, § 1, van die wet,² dat vervangen is bij koninklijk besluit nr. 4 van 18 april 1967.³

Bijgevolg moeten in de aanhef nieuwe leden worden ingevoegd om te verwijzen naar de specifieke rechtsgrond⁴ voor elk van de instellingen van openbaar nut waarop het ontwerp van toepassing is.⁵

1.3. Artikel 8 van de ordonnantie van 8 september 1994 ‘houdende oprichting van de Economische en Sociale Raad voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest’ maakt de rechtsgrond uit waarbij de regering wordt gemachtigd om het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van die Raad vast te stellen.

Op grond daarvan heeft de regering het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 4 mei 2006 ‘houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van de Economische en Sociale Raad voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest’ uitgevaardigd. Artikel 2 van dat besluit luidt als volgt: “Onder voorbehoud van de specifieke bepalingen van onderhavig besluit zijn de bepalingen betreffende de ambtenaren van de instelling van openbaar nut van categorie B in het Besluit van 26 september 2002 en zijn latere wijzigingen van toepassing op de ambtenaren van de Economische en Sociale Raad”.

Dat besluit van 26 september 2002 is opgeheven bij artikel 512, 1°, van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 27 maart 2014 ‘houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest’. Dat artikel 512, 1°, tweede lid, bepaalt evenwel het

² Bij die bepaling wordt een bevoegdheid verleend aan “de Koning”, die vervangen wordt door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering voor wat betreft de instellingen die onder dit gewest ressorteren en die onder de toepassing van de wet van 16 maart 1954 vallen.

³ Zie in dezelfde zin advies 58.268/2, op 6 oktober 2015 gegeven over een ontwerp dat geleid heeft tot het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 januari 2016 ‘houdende wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 27 maart 2014 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, voor wat betreft de interne beroepsprocedures’.

⁴ *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 27 en formules F 3-2-1 tot F 3-2-8.

⁵ Zie in dezelfde zin advies 58.395/4, op 18 april 2016 gegeven over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering ‘houdende bijzondere bepalingen met betrekking tot de rechtspositie en de bezoldigingsregeling van de contractuele personeelsleden van federale overheidsdiensten en de instellingen van openbaar nut die overgeheveld worden naar de diensten van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering en naar de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest’ (opmerking over de rechtsgrond).

volgende: “In afwijking van het vorig lid wordt voormeld besluit van 26 september 2002 voor wat betreft de Economische en Sociale Raad voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest slechts ingetrokken vanaf het ogenblik waarop de beslissingen in werking treden die aan zijn ambtenaren een eigen administratief statuut en bezoldigingsregeling toekennen”.

Volgens de huidige stand van de teksten die zijn bekendgemaakt, zijn die besluiten waarbij een eigen administratief statuut en een eigen bezoldigingsregeling worden toegekend blijkbaar nog niet vastgesteld en blijft het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26 september 2002 van toepassing op de ambtenaren van de Raad. Bijgevolg wordt bij artikel 227, eerste lid, van dat besluit de functioneel bevoegde minister ermee belast om in samenspraak met de minister bevoegd voor Ambtenarenzaken de regels te bepalen die van toepassing zijn inzake de medische controle, met dien verstande dat het ontworpen ministerieel besluit zowel op de statutaire als op de contractuele personeelsleden van de Raad van toepassing zal zijn.

De aanhef moet dus worden aangevuld met de vermelding van de ordonnantie van 8 september 1994 en van artikel 8 daarvan en met de vermelding van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26 september 2002 en van artikel 227, eerste lid, ervan, zoals gewijzigd bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 23 juni 2010.

2. In de aanhef moet een verwijzing naar de “gendertest” worden ingevoegd.
3. De steller van het ontwerp dient erop toe te zien dat de leden van de aanhef in de juiste volgorde worden gerangschikt.⁶

DISPOSITIEF

Hoofdstukken

De hoofdstukken dienen genummerd te worden met Arabische cijfers.⁷

In de Nederlandse tekst behoren de woorden “HOOFDSTUK 2” te worden ingevoegd vóór het opschrift van dat hoofdstuk.

Artikel 2

De onderverdelingen van het artikel moeten worden genummerd om de identificatie ervan te vergemakkelijken.⁸

Die opmerking geldt ook voor de rest van het ontwerp.

⁶ *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 19 en de daarin vermelde aanbevelingen.

⁷ *Ibid.*, aanbeveling 64.

⁸ *Ibid.*, aanbeveling 58.

Artikel 6

1. Er moet als volgt worden verwezen naar bijlage 1: “op het formulier waarvan het model is opgenomen als bijlage 1”.⁹

Een soortgelijke opmerking geldt voor de verwijzingen naar de bijlagen 2 en 3 (artikelen 7 en 11 van het ontwerp).

2. In de Nederlandse tekst moet de vermelding “§ 1.” worden toegevoegd.

Artikel 10

In het derde lid moeten de woorden “hoofdstuk 1” worden vervangen door de woorden “hoofdstuk 2”.

Artikel 13

Krachtens de eerste zin van het tweede lid is het personeelslid verplicht het openbaar vervoer te gebruiken om zich naar de praktijk van de controlearts te begeven, tenzij wordt vastgesteld dat dit onmogelijk is.

Een dergelijk regel kan niet beschouwd worden als een regel die noodzakelijk is voor de verwezenlijking van het nagestreefde doel, zoals dat genoemd wordt in de tweede zin van het tweede lid, namelijk de terugbetaling van de verplaatsingskosten beperken tot de kosten van een openbaarvervoerbewijs die niet worden gedekt “door een persoonlijk abonnement of een derde betaler”. Die doelstelling is geen reden om het personeelslid te verbieden een ander vervoermiddel te kiezen, met dien verstande dat indien het personeelslid voor een ander vervoermiddel kiest, zijn verplaatsingskosten niet zullen worden terugbetaald. Artikel 13, tweede lid, eerste zin, is bijgevolg onaanvaardbaar.

De eerste zin van het tweede lid behoort te worden weggelaten, alleen de regel vervat in de tweede zin dient te worden behouden en het derde lid moet als volgt worden geredigeerd:

“Indien wordt vastgesteld dat het onmogelijk is het openbaar vervoer te gebruiken, worden de vervoerskosten voor verplaatsingen die niet met het openbaar vervoer worden gedaan, terugbetaald mits een vervoerbewijs vergezeld van een rechtvaardiging wordt voorgelegd”.

⁹ *Ibid.*, formule F 4-1-11-1.

Artikelen 15, 16 en 17

1. In de Franse tekst moet op een uniforme wijze gebruikgemaakt worden van het woord “immédiatement” en in de Nederlandse tekst van het woord “onmiddellijk”.
2. In de Franse tekst moet overal “médecin-contrôleur” worden geschreven.

Artikelen 16 en 17

1. De artikelen 16 en 17 van het ontwerp zouden aldus moeten worden herzien dat de verschillende fasen van de procedure waarin de controlearts en de arbitragearts moeten optreden, beter wordt weergegeven.

De steller van het ontwerp wordt daarbij op het volgende gewezen.

2. In artikel 16, eerste lid, dat opgenomen is in het hoofdstuk over de beslissing van de controlearts, staat dat wanneer de controlearts “van oordeel is dat de afwezigheid van het personeelslid wegens ziekte niet gewettigd is en dat hij/zij in staat is het werk te hervatten, (...) het personeelslid daar onmiddellijk van op de hoogte [wordt] gebracht via een document dat ter ontvangst ondertekend moet worden”.

In artikel 17, § 1, eerste lid, dat is ondergebracht in het hoofdstuk betreffende de arbitrageprocedure, wordt bepaald dat “[a]ls de controlearts oordeelt dat de afwezigheid wegens ziekte niet gewettigd is, (...) hij [dan] zo snel mogelijk zijn schriftelijke vaststellingen [bezorgt] aan het personeelslid. Als het personeelslid op dat moment niet akkoord kan gaan met de vaststellingen van de controlearts, dan zal dit door die laatste op het voornoemde schriftelijke document worden genoteerd”.

In feite stelt de controlearts die oordeelt dat de afwezigheid wegens ziekte niet gewettigd is, het personeelslid onmiddellijk in kennis van zijn beslissing; die kennisgeving gebeurt met een document – waarvan het model niet als bijlage bij het ontwerp gevoegd is – dat de controlearts aan het personeelslid voorlegt en dat door deze laatste voor ontvangst moet worden getekend. Het is niet duidelijk hoe artikel 16, eerste lid, zich verhoudt tot artikel 17, § 1, eerste lid, waarin wordt bepaald dat de controlearts “zo snel mogelijk” zijn schriftelijke vaststellingen aan het personeelslid bezorgt, wat noodzakelijkerwijze impliceert dat hiervoor eveneens een document wordt opgesteld waarvan ook geen model is vastgesteld en dat evenmin als bijlage bij het ontwerpbesluit gevoegd is.

De vraag rijst of de documenten die met toepassing van de artikelen 16, eerste lid, en 17, § 1, eerste lid, worden overhandigd, in de praktijk niet één en hetzelfde document zijn. Zo ja, wat is dan het verschil tussen de vaststelling van de controlearts dat de afwezigheid wegens ziekte niet gewettigd is en de schriftelijke vaststellingen die door hem bezorgd worden aan het personeelslid?

3. Luidens artikel 16, eerste lid, moet de arts de directie Human Resources ervan in kennis stellen dat de afwezigheid wegens ziekte volgens hem niet gewettigd is. Er is daarentegen

niet in een kennisgeving voorzien, wat betreft de eventuele beslissing van het personeelslid om de beslissing van de controlearts te betwisten en gebruik te maken van de in artikel 17 omschreven procedures. In dat verband wordt in artikel 17, § 1, eerste lid, derde zin, alleen gesteld dat, wanneer het personeelslid niet akkoord gaat met de schriftelijke vaststellingen van de controlearts, deze laatste contact opneemt met de arts die het medisch attest heeft verstrekt. Bijgevolg is nergens bepaald dat de directie Human Resources ervan op de hoogte moet worden gebracht dat het personeelslid zijn toevlucht neemt tot de procedures waarin is voorzien bij artikel 17. Dat het personeelslid de beslissing van de controlearts betwist en dat hij gebruikmaakt van die procedures hebben echter tot gevolg dat zolang die procedure niet beëindigd is het personeelslid niet kan worden beschouwd als zijnde ongewettigd afwezig.

4. De onduidelijkheid die deze bepalingen laten bestaan, kan alleen maar tot rechtsonzekerheid leiden en moet dus worden weggenomen.

Teneinde de procedure te verduidelijken zou het beter zijn duidelijk aan te geven welke verschillende fasen ze omvat zodat beter kan worden weergegeven hoe deze elkaar in de tijd opvolgen en kan worden gepreciseerd welke documenten of formulieren in elke fase moeten worden verstrekt of overgezonden. Bij de herziening van de artikelen 16 en 17 dient rekening te worden gehouden met het volgende.

Wanneer de controlearts oordeelt dat de afwezigheid wegens ziekte niet gewettigd is, beschikt hij klaarblijkelijk over een document waarop hij noteert dat het personeelslid in staat is het werk te hervatten, welk document het personeelslid tekent voor ontvangst.

De opeenvolgende toepassing van artikel 16, eerste lid, en artikel 17, § 1, eerste lid, leidt tot twee mogelijkheden:

– ofwel hebben de schriftelijke vaststellingen van de controlearts geen betrekking op de gezondheidstoestand van het personeelslid en wordt er bijgevolg geen medische diagnose gesteld; in dat geval zou in één en hetzelfde document (dat voor ontvangst moet worden getekend door het personeelslid) melding kunnen worden gemaakt van de vaststelling dat het personeelslid in staat is het werk te hervatten en van de schriftelijke vaststellingen (waarmee het personeelslid al dan niet akkoord gaat). Indien nodig, kan dit ene document worden opgenomen in het medisch dossier van het personeelslid en eventueel worden overgezonden aan de directie Human Resources waaronder het personeelslid ressorteert, met dien verstande dat de controlearts de directie er al van op de hoogte heeft gebracht dat hij van mening is dat het personeelslid in staat is het werk te hervatten, wat deze laatste onmiddellijk moet doen, tenzij het personeelslid gebruikmaakt van de procedures waarin artikel 17 voorziet.

– ofwel vormen de vaststellingen van de controlearts zijn medische diagnose waarmee het personeelslid akkoord gaat of waarmee hij weigert akkoord te gaan, en moet de controlearts in het laatstgenoemde geval contact opnemen met de arts die het medisch attest heeft afgegeven. Om ervoor te zorgen dat het privéleven van het personeelslid wordt geëerbiedigd en de vertrouwelijkheid van zijn medische gegevens wordt gewaarborgd moeten in dat geval de schriftelijke vaststellingen van de controlearts worden genoteerd op een ander document dan het document dat met toepassing van artikel 16, eerste lid, door het personeelslid is getekend en dat niet mag worden overgezonden aan de administratie waaronder het personeelslid ressorteert.

Aangezien arbeidsverzuim maar als ongewettigd wordt gekwalificeerd wanneer het personeelslid dat het document heeft getekend dat opgesteld is door de controlearts die heeft vastgesteld dat de afwezigheid wegens ziekte niet gewettigd is, het werk niet onmiddellijk hervat en de beslissing van de controlearts ook niet betwist, is het voorts van belang dat de directie Human Resources er ook van in kennis wordt gesteld dat het personeelslid de beslissing van de controlearts betwist en gebruikmaakt van de procedures waarin artikel 17, § 1, voorziet (geval waarbij de controlearts contact opneemt met de arts die het medisch attest heeft afgegeven) en, in voorkomend geval, van de procedures waarin artikel 17, § 2 voorziet (geval van eigenlijke arbitrage).

Artikel 16

1. In het eerste lid wordt niet vermeld wanneer de directie Human Resources door de controlearts in kennis moet worden gesteld. Om te vermijden dat de kennisgeving te laat gebeurt, moet het woord “onmiddellijk” worden ingevoegd tussen de woorden “de directie Human Resources” en de woorden “op de hoogte”.

2. In het derde lid moeten de woorden “de beslissing van de controlearts niet betwist en” worden ingevoegd tussen het woord “personeelslid” en de woorden “het werk”.

Artikel 17

De regel vervat in paragraaf 3, tweede lid, tweede zin, moet in paragraaf 2, vierde lid, staan.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Colette GIGOT

Pierre LIÉNARDY